



CDAS du 26 novembre 2015 - département du Val d'Oise

Monsieur le Président,

Les organisations syndicales ont pris connaissance du projet de loi de Finances pour 2016.

Ce projet fait état d'un budget d'action sociale en baisse de 28 millions d' € et de la suppression de la subvention à l'association ALPAF.

Par ailleurs, sur ce budget seront appliqués la réserve de précaution et autres gels et sur-gels.

Les crédits disponibles pour l'action sociale s'élèveront en définitive à un peu plus de 115 millions d'€ soit une perte pour les agents de 40 millions d'€.

Les agents des Ministères Economiques et Financiers (MEF) font face depuis plusieurs années à des suppressions massives d'emplois, plus de 30 000 en 10 ans et encore près de 2 600 en 2016.

Ils subissent des conditions de travail de plus en plus dégradées, le blocage du point d'indice et de leurs rémunérations depuis 2010.

Pour les agents actifs et retraités des MEF et leurs familles, l'Action Sociale est primordiale. C'est un acquis de 1989 auquel ils sont particulièrement attachés qui a pour but de les aider dans différents domaines et d'améliorer leurs conditions de vie.

Or aujourd'hui, les Ministres s'attaquent à l'Action Sociale et remettent en cause de fait les prestations destinées aux agents.

En réduisant les subventions, les MEF cherchent à asphyxier les associations et à réduire de fait les prestations au bénéfice des agents.

Avec un tel budget de pénurie :

- Quel avenir pour les prestations d'action sociale ?
- Quel avenir pour les colonies de vacances d'EPAF ?
- Quelles seront les propositions de vacances familles ?
- Quel avenir pour les prestations logement quand la subvention à ALPAF est supprimée ?
- Quel avenir pour la restauration collective ?

Les Ministres ont délibérément masqué la réalité des chiffres aux organisations syndicales dans un total mépris du dialogue social. Nous ne pouvons l'accepter.

Les MEF ont pris une décision sans précédent à l'action sociale, celle de réduire de façon drastique son budget ce qui aura forcément un impact néfaste sur le budget local.

C'est pourquoi, face à ce mépris affiché en direction des agents, les organisations syndicales ont décidé de ne pas siéger à ce CDAS.